Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: 36 (1999)

Heft: 1411

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Sous la modernité, l'archaïsme

localisations, abandons de production se poursuivent à un rythme accéléré. Les raisons ne manquent pas qui expliquent cette profonde et rapide mutation de l'économie: pêle-mêle, la mondialisation et la concurrence accrue qu'elle entraîne, les innovations technologiques et l'exigence d'un meilleur rendement de l'investissement.

Chacun comprend que biens et services, s'ils ne correspondent pas à une demande, n'ont pas vocation à perdurer; que des procédés nouveaux évincent des modes de production tradition-

nels, que les entreprises cherchent à se rapprocher de leurs marchés pour minimiser leurs coûts. Bref,

l'économie - mais cela est également vrai pour l'organisation sociale - ne peut se figer dans des structures immuables sous peine de dépérir. Des adaptations sont donc nécessaires pour répondre à de nouveaux besoins et à des contraintes nouvelles.

D'ailleurs ce processus de modernisation, nous disent ses maîtres d'œuvre, nous conduit vers un avenir meilleur. Pour l'heure, il déroule son cortège de licenciements, de déqualifications et d'exclusions, de paupérisation de régions entières. Et lorsque la bourse s'enflamme au rythme des suppressions d'emplois, quand la richesse se concentre aux mains d'un petit nombre alors que beaucoup de salariés ne gagnent pas de quoi vivre, c'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de l'économie. Même le Vorort prend conscience de cette situation, lui qui enjoint les entrepreneurs de ne pas oublier leur responsabilité sociale.

La nécessaire modernisation de l'économie n'est pas en marche, contrairement à ce que martèle le discours dominant. Nous vivons en réalité une pseudo modernité parce que subsistent encore trop d'archaïsmes. Et notamment celui qui consiste à faire l'impasse sur les dimensions sociale et environnementale de l'économie. Le marché tant vanté ne fonctionnera pas tant que seront évacuées ces

deux dimensions. La course au profit se nourrit pour l'essentiel de coûts non assumés.

Le salut ne viendra pas d'un sursaut moral des détenteurs du pouvoir économique. Pas plus d'ailleurs que du repli protectionniste prôné par certains militants anti-OMC, de droite comme de gauche. Seules les luttes sociales organisées au niveau international – la FTMH, le syndicat de l'industrie et des services en prennent conscience à travers les derniers déboires de la place industrielle helvétique – ainsi qu'une gestion des fonds de pension plus conforme aux exigences sociales et écologiques - quand donc les salariés se décideront-ils à utiliser ce puissant levier de quatre cents milliards de francs? - parviendront à accoucher d'une véritable modernisation, celle qui n'abandonne personne sur le bas côté du chemin.

Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'économie